

<https://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2803>



Interventions dans le débat droits et libertés

- Syndicats Nationaux - SNES-FSU - Interventions et motions de l'EE dans les instances nationales du SNES - CAN SNES des 26 et 27 mars
2019 -



Date de mise en ligne : mardi 26 mars 2019

Date de parution : 30 avril 2019

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Interventions de Françoise Le Paon (CAN, Réunion) :

- Sur le caractère islamophobe de l'attentat de Christchurch :

Le dernier paragraphe sur la lutte contre les idées d'extrême droite mérite quelques précisions.

En effet l'attentat de Christchurch a visé spécifiquement deux mosquées, il s'agit donc pas de condamner le racisme du terroriste, mais très clairement son islamophobie caractérisée puisque cet attentat a coûté la vie à 50 musulmans. Lorsqu'un attentat vise une synagogue, on n'hésite pas à le qualifier d'acte antisémite.

Cet attentat nous rappelle que la communauté musulmane est devenue une cible privilégiée de l'extrême droite partout dans le monde. Le lien est d'ailleurs désormais établi entre le terroriste de Christchurch et le FPÖ autrichien, pays dans lequel il a séjourné il y a quelques mois.

De plus ce sujet a fait débat lors du dernier CDFN, et le terme d'islamophobie a été intégré, le texte a été adopté et voté par les camarades du snes.

Nous proposons donc que la phrase soit reformulée comme suit " les snes condamne l'attentat contre les mosquées de Christchurch qui a coûté la vie à 50 musulmans et dénonce l'islamophobie qui a motivé le passage à l'acte du terroriste.

- Sur le Goaln :Concernant le paragraphe consacré à la Palestine et Israël, nous avons demandé un ajout sur la décision du président Trump de reconnaître l'occupation du du Golan syrien par Israël. Ce plateau présente des enjeux stratégiques majeurs aussi bien d'un point de vue militaire que de celui du contrôle de l'eau, vital dans cette région désertique. Conquis en 1967 et annexé en 1981, cette annexion n'a jamais été reconnue au niveau international et a été condamnée par une résolution des nations unies en décembre 1981.

Le soutien inconditionnel de Trump à la droite israélienne, entamé par la reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'état hébreu en décembre 2016, rompt avec la relative neutralité des administrations américaines précédentes qui pouvaient ainsi se poser en arbitre et favoriser les pourparlers pour une paix négociée.

Cette annonce intervient fort opportunément pour soutenir Netanyahu en pleine campagne électorale pour sa réélection à l'approche des législatives du 9 avril, alors que celle ci est compromise par une triple procédure d'inculpation pour corruption.

Nous espérons qu'il s'agit d'un oubli et que le snes condamnera fermement le changement de la politique américaine vis à vis d'Israel, celle ne faisant qu'aggraver les tensions.

- Sur la situation au Vénézuéla :

Dès le CN du mois de janvier, nous avons signalé le risque de fortes tensions au Venezuela après l'investiture le 10 janvier du président Maduro pour un second mandat. Les récents événements nous ont malheureusement donné raison.

Un bref rappel de la situation. Depuis 1998 et l'élection de Chavez, les EU n'ont eu de cesse de renverser un régime socialiste, implanté dans leur zone traditionnelle d'influence de l'Amérique latine et ce d'autant plus qu'il s'agit d'un

pays qui possède parmi les plus importantes réserves pétrolières au monde. Cela c'était notamment traduit par une tentative de coup d'état avortée en 2002.

Depuis l'élection de Maduro en 2014, la situation a considérablement changé : de nombreux pays de la zone, le dernier en date étant le Brésil, ont basculé à droite, isolant la république bolivarienne, tandis que le cours du pétrole s'est effondré. Le pays se retrouve ainsi plongé depuis quelques années dans une profonde crise économique très largement aggravée par des sanctions américaines qui se sont largement durcies avec l'arrivée de Trump au pouvoir (notamment l'embargo, condamné par l'ONU).

C'est ainsi que le 23 janvier, les EU ont été les premiers à reconnaître Guaido, président de l'assemblée nationale, dès qu'il s'est auto proclamé président intérimaire. La plupart des pays du groupe de Lima lui ont emboîté le pas, rapidement suivis par la France et l'UE. Les tentatives pour renverser le régime se sont multipliées, au prétexte d'urgence humanitaire. Le summum de l'hypocrisie diplomatique a été atteint lorsque les EU ont proposé une aide humanitaire pour remédier à une situation catastrophique dont ils sont largement responsables. A cela se sont ajoutés les appels au ralliement de l'armée, qui reste pour l'instant fidèle au régime et la menace d'une potentielle offensive militaire de la part des EU qui disposent de forces spéciales basées en Colombie. Depuis le 7 mars une panne d'électricité d'une ampleur exceptionnelle paralyse le pays, panne dont l'origine n'est pas élucidée... Le 11, Guaido a proclamé l'état d'urgence, mesure qu'il n'est pas en mesure de faire appliquer, ni l'armée ni les administrations ne reconnaissant sont investiture. Mais cela ouvre la porte à une éventuelle intervention étrangère au nom de l'aide humanitaire. Trump a à plusieurs reprises affirmé que « toutes les options » étaient sur la table.

Il est donc urgent de dénoncer avec la plus grande fermeté les ingérences multiples des puissances occidentales, dont le but est clairement de renverser Maduro. Et en particulier les sanctions économiques américaines illégales au regard du droit international. Celles ci, au lieu de justifier une intervention armée, pourraient au contraire constituer un crime contre l'humanité. L'exemple du coup d'état chilien de 1973 nous rappelle que les EU sont prêts à tout lorsque leurs intérêts économiques et stratégiques sont en jeu.

Interventions de Clément Lefèvre (SN, Rouen) sur l'Algérie :

Le paragraphe sur l'Algérie apporte un soutien au peuple mobilisé mais ce n'est pas l'essentiel, ce qui apporterait réellement un soutien à la lutte du peuple algérien serait la dénonciation de notre propre gouvernement, son soutien au régime et aux oligarques algériens qui profitent de la rente d'État pour investir en France, scolariser leurs enfants en France... L'État français devrait pouvoir faire la lumière sur les biens mal-acquis des caciques du pouvoir algérien.